

# Mission de la CPI à Bamako sur des «crimes» commis dans le nord du Mali

**Une mission de la Cour pénale internationale (CPI) séjournait hier vendredi à Bamako pour s'informer, selon un de ses membres, sur des crimes présumés commis dans le nord du Mali, depuis cinq mois par les islamistes extrémistes qui prétendent y appliquer la charia (loi islamique).**

«Nous sommes au Mali pour recueillir des éléments, écouter les uns et les autres et jeter un regard croisé» sur les informations obtenues, a déclaré sur les médias publics Amady Bâ, chef de cette mission arrivée mardi à Bamako.

«C'est une phase d'analyse, de recoupement d'informations. Nous allons retourner avec ces éléments et le procureur (de la CPI, M<sup>me</sup> Fatou Bensouda) jugera alors s'il faut commencer des enquêtes avant d'engager des poursuites», a ajouté M. Bâ. La mission, formée

de trois personnes dont M. Bâ, a rencontré jeudi le président intérimaire malien de transition, Dioncounda Traoré, son Premier ministre Cheick Modibo Diarra et des membres du groupe de travail pour la saisine de la CPI mis en place par les autorités maliennes.

«La mission de la CPI restera le temps qu'il faut. Je ne peux pas dire combien de jours. Le dossier transmis par le groupe de travail pour la saisine de la CPI est clair : il s'agit des exactions commises par les occupants des trois régions du Nord», a indi-

qué à l'AFP un responsable au ministère de la Justice.

Les trois régions administratives de Tombouctou, Gao et Kidal sont occupées depuis cinq mois par le Mouvement pour l'unicité du jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) et Ansar Dine (Défenseurs de l'Islam), deux groupes islamistes alliés à Al-Qaïda au Maghreb islamiste (Aqmi), qui en ont évincé leurs anciens alliés rebelles touareg, sécessionnistes et laïcs. Ces salafistes prônent l'application de la charia (loi islamique) et prétendent s'y conformer en commettant des brutalités.

Le procureur de la CPI avait annoncé mi-juillet un examen préliminaire sur la situation au Mali, après une enquête demandée par Bamako sur des crimes



M<sup>me</sup> Fatou Bensouda, procureur de la CPI.

contre l'humanité et des crimes de guerre commis par ces groupes armés islamistes ou touareg dans le nord de ce pays. Il s'agit, selon le document, d'exé-

cutions sommaires de soldats de l'armée malienne, de viols, de massacres de civils, d'enrôlement d'enfants soldats, de tortures, de pillages, de disparitions

forcées et de destructions de symboles de l'Etat (hôpitaux, tribunaux, mairies, écoles), d'églises, de mosquées et de mausolées.

Photos : DR

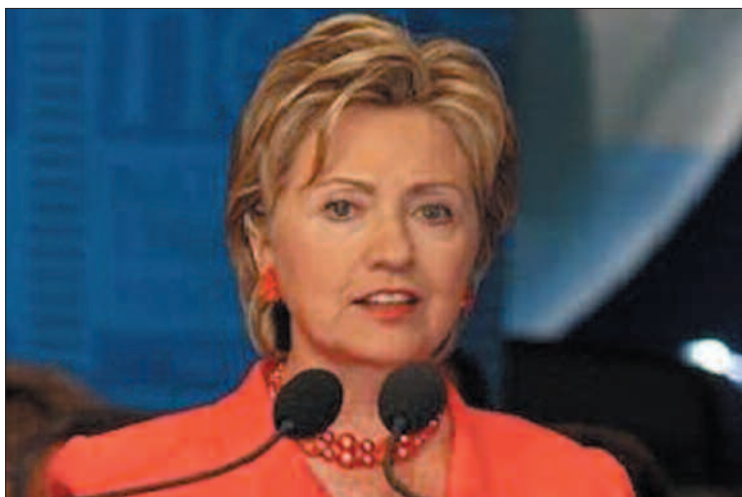
## H. CLINTON EST ARRIVÉE EN ASIE-PACIFIQUE

# Sur fond de tensions avec la Chine

**La secrétaire d'Etat Hillary Clinton est arrivée aux îles Cook jeudi soir dans le Pacifique, première étape d'une tournée de dix jours en Indonésie, en Chine et en Russie pour le sommet de l'Asie-Pacifique (Apec), sur fond de tensions avec la Chine.**

M<sup>me</sup> Clinton a été accueillie à sa descente d'avion par des dizaines de femmes en tenue traditionnelle et des hommes torse nu, dansant et chantant au rythme de bruyantes percussions.

Les Etats-Unis veulent accroître leur présence en Asie-Pacifique, qu'ils considèrent depuis des années comme un moteur de la croissance mondiale.



La chef de la diplomatie américaine, M<sup>me</sup> Hillary Clinton.

Ce voyage est également interprété comme une réponse à l'influence de Pékin dans la région.

M<sup>me</sup> Clinton devrait assister hier vendredi aux îles Cook — un archipel de 11 000 habitants — au sommet du Forum des îles du

Pacifique (FIP), qui regroupe 16 pays et territoires, dont l'Australie et la Nouvelle-Zélande, alliés des Etats-Unis.

La chef de la diplomatie américaine sera accompagnée par l'amiral Sam Locklear, chef du commandement américain dans le Pacifique, et devrait annoncer toute une série d'aides, notamment pour l'environnement, a confié un responsable américain.

M<sup>me</sup> Clinton sera lundi en Indonésie, puissance émergente d'Asie et premier pays musulman de la planète par sa population, puis mardi et mercredi à Pékin avec une rencontre possible avec le président Hu Jintao.

Les relations sont tendues entre les deux puissances sur les droits de l'homme et la Syrie, tandis que Pékin a des différends

avec ses voisins d'Asie du Sud-Est et Taïwan sur la mer de Chine méridionale, riche en ressources naturelles. La Chine se dispute aussi avec le Japon — allié majeur des Américains — à propos d'un archipel en mer de Chine orientale.

Le 6 septembre, le Timor oriental, indépendant de l'Indonésie, accueillera pour la première fois un secrétaire d'Etat américain, avant qu'elle ne s'arrête à Brunei, sultanat niché dans le nord de Bornéo que se partagent la Malaisie et l'Indonésie.

Elle représentera enfin son pays à Vladivostok les 8 et 9 septembre au sommet de l'Apec. Des entretiens avec son homologue russe Sergueï Lavrov sont prévus, notamment sur la Syrie.

# Khamenei rend les États-Unis et Israël responsables de la crise syrienne

**Les Etats-Unis et Israël sont «les principaux responsables cachés» de la crise syrienne, a affirmé hier vendredi le guide suprême iranien Ali Khamenei en recevant le Premier ministre syrien Waël al-Halaqi en marge du sommet des Non-Alignés de Téhéran.**

«Les principaux responsables cachés des douloureux problèmes en Syrie sont l'Amérique et le régime sioniste», et tous ceux qui ont «inondé la Syrie d'armes et soutenu financièrement les groupes irresponsables» de l'opposition, a déclaré l'ayatollah Khamenei cité par son site internet leader.ir.

«C'est le gouvernement syrien qui est la victime dans cette affaire», a ajouté le numéro iranien.

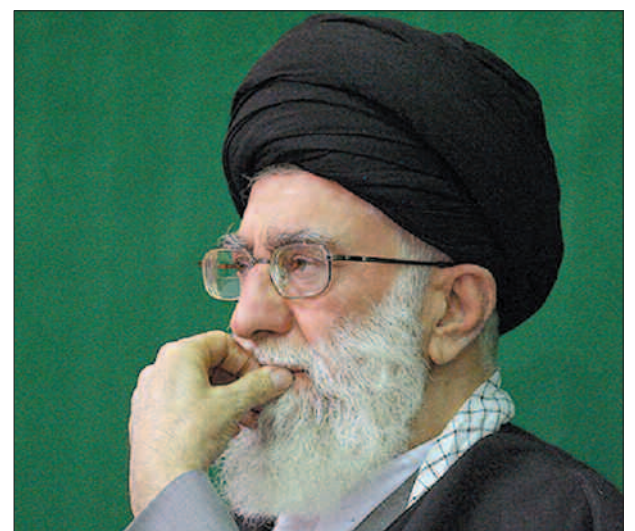
Il a également appelé Damas à «poursuivre les réformes politiques pour supprimer tous les prétextes de l'opposition» et à «révéler à l'opinion mondiale et arabe

les dessous du complot en Syrie». L'Iran est le principal allié du régime de Damas, auquel il a apporté un soutien sans faille depuis le début de la révolte de la population en mars 2011.

Le régime iranien accuse certains pays occidentaux mais aussi l'Arabie saoudite et le Qatar, d'avoir encouragé cette révolte et de l'entretenir par des livraisons d'armes aux groupes d'opposition afin d'affaiblir l'un des derniers régimes de la région, avec l'Iran, à s'opposer à Israël.

La plupart des pays arabes et la Turquie réclament au contraire, à l'instar des Occidentaux, le départ du président Bachar al-Assad pour résoudre la crise.

Pour sa première visite en Iran, le nouveau président islamiste égyptien Mohamed Morsi a créé un incident jeudi à l'ouverture du sommet des Non-Alignés en dénonçant «le régime oppressif» devenu «illégitime» en Syrie, ce qui a provoqué le départ de la délégation syrienne.



Ali Khamenei.